Le Proche-Orient des années 1990 à nos jours *A l'heure américaine*

Les quinze dernières années sont marquées par le passage du Proche-Orient sous l'hégémonie américaine. L'URSS, en proie à de graves difficultés, se désengage des régions du monde où elle exerçait une influence, et laisse la place à la « république impériale » américaine (expression de Henry Laurens dans L'Orient arabe à l'heure américaine). Les Etats-Unis n'ont pas pour but de gérer directement la région à la manière d'une puissance coloniale, mais de démocratiser et de pacifier le Proche-Orient, afin de s'assurer un accès aux ressources pétrolières et un débouché pour ses biens et services. Dans ce contexte, la question du processus de paix israélo-arabe tient une place essentielle. La puissance américaine assume le rôle de gendarme du Proche-Orient, où elle est tout à la fois un modèle de civilisation envié, un médiateur indispensable aux Etats, et un pays honni, surtout après les guerres du Golfe. Le Proche-Orient est également une région qui se trouve au cœur des grands enjeux de la mondialisation : l'enjeu pétrolier, mais aussi celui du développement.

I. Le Proche-Orient vit à l' « heure américaine » depuis la fin de la guerre froide.

I.1. La seconde guerre du Golfe impose la *pax americana* au Proche-Orient.

Au début des années 90, l'Irak, en crise après la fin d'un conflit de huit ans avec l'Iran, est fortement endetté auprès des monarchies du Golfe, et en particulier auprès du Koweït, avec lequel il ne parvient pas à trouver un accord de remboursement. En outre, durant la guerre, le Koweït a exploité les nappes pétrolières communes avec l'Irak, ce qui permet à Saddam Hussein de saisir ce prétexte d'accuser l'émirat de vol des ressources irakiennes (18 juillet 1990) et de déployer 30000 soldats à la frontière koweitienne le 24 juillet, avant d'envahir l'émirat le 2 août et de l'annexer le 8 août. La résolution 660 du Conseil de Sécurité condamne cette initiative et la résolution 661 (6 août) décrète un boycott financier, économique, et commercial de l'Irak. Enfin, le 25 août, la résolution 665 décrète un embargo économique total sur l'Irak, qui l'empêche d'exporter son pétrole. Les autres membres de l'OPEP compensent la disparition du pétrole irakien sur le marché mondial par une augmentation de leur production.

L'Irak, en mettant la main sur une des plus grandes ressources pétrolières du monde, a enfreint une loi d'airain. L'Arabie Saoudite craint désormais qu'il ne s'empare de la région saoudienne du Hasa, principale réserve du royaume. Les Etats-Unis déclenchent la Force de déploiement rapide, qu'ils ont créée pour coordonner rapidement une intervention au

© EduKlub S.A.
Tous droits de l'auteur des œuvres réservés. Sauf autorisation, la reproduction ainsi que toute utilisation des œuvres autre que la consultation individuelle et privée sont interdites.

Extrait gratuit de document, le document original comporte 8 pages.

Histégé

Fiche de connaissances

Le Proche-Orient des années 1990 à nos jours

Proche-Orient. L'opération « Bouclier du désert » (août 1990), est appuyée par des troupes françaises, britanniques, et arabes (Syrie, Maroc, Egypte, Arabie Saoudite). Les Etats-Unis réussissent à réunir dans un front anti-irakien l'Arabie saoudite conservatrice, la Syrie plutôt socialiste, et Israël, ce qui prouve leur suprématie et leur capacité de fédérer des Etats d'ordinaire opposés.

Mais cette apparente unité ne peut masquer les profondes divisions internes au monde arabe : si la plupart des pays arabes se rangent derrière les Etats-Unis, le discours de Saddam Hussein sur l'impérialisme américain rencontre une grande popularité dans les opinions publiques du Proche-Orient. Saddam Hussein prend des otages étrangers comme « boucliers humains » en cas de bombardements. Devant l'obstination de l'Irak, les Etats-Unis font adopter la résolution 678 par l'ONU, qui leur permet de contourner l'hostilité du Congrès pour entrer en guerre le 15 janvier 1991. L'opération *Tempête du Désert* , déclenchée le 17 janvier 1991, libère le Koweït le 27 février, et lendemain même, l'Irak doit accepter les résolutions de l'ONU, et reconnaître les frontières du Koweït. Mais les Etats-Unis, n'envisagent pas de s'emparer de Bagdad, et fidèles au concept du *zero killing* (économie de vies humaines) laissent en place le régime de Saddam Hussein.

Les Etats-Unis laissent en revanche Saddam Hussein régler ses comptes à l'intérieur de l'Irak. Celui-ci fait massacrer les chiites, faisant des dizaines de milliers de victimes, s'attaque à la résistance kurde du Parti Démocratique du Kurdistan et de l'Union du Peuple kurde au Nord du pays, sans que les Etats-Unis ne réagissent. Des milliers de réfugiés sont parqués dans les montagnes aux frontières de la Turquie. Une opération humanitaire, *Provide comfort*, leur apporte de l'aide sans répondre à la revendication de la création d'un Kurdistan autonome. Celui-ci se crée officieusement, au mépris de la promesse faite par la coalition de maintenir l'intégrité territoriale de l'Irak . Les deux partis kurdes se livrent une guerre fratricide dans les années 90 pour le contrôle du Kurdistan. La deuxième guerre du Golfe n'apporte aucune solution au problème irakien. Les populations chiites du Sud de l'Irak se révoltent et massacrent les cadres locaux du parti *Baas*, mais les Etats-Unis n'en tirent pas parti pour déstabiliser le régime.

I.2. Les Etats-Unis consolident leurs intérêts politiques et économiques dans la région.

Les Etats-Unis se désengagent d'Irak tout en faisant voter la résolution 687 de l'ONU : celle-ci confirme le principe de sanctions économiques sévères (embargo commercial, pétrolier, blocus maritime et aérien). L'Irak est contraint à des réparations de guerre et soumis à des mesures de désarmement très dures : élimination des armes de destruction massive et des missiles balistiques. La souveraineté du pays est malmenée : mise en place d'une zone d'exclusion aérienne au sud du pays et au nord de la zone kurde de Mossoul, soutien des Etats-Unis à un front uni de l'opposition irakien agissant depuis le Kurdistan, ingérence dans les affaires irakiennes, surtout à partir de 1998, avec notamment l'adoption de *l'Iraq Liberation Plan* par le Congrès américain. La résolution 687 met aussi en place l'UNSCOM, commission de l'ONU chargée d'inspecter les armements irakiens. Or, l'UNSCOM diffuse des renseignements alarmants sur les armements non conventionnels

© EduKlub S.A.
Tous droits de l'auteur des œuvres réservés. Sauf autorisation, la reproduction ainsi que toute utilisation des œuvres autre que la consultation individuelle et privée sont interdites.

irakiens, et force l'Irak à fournir de plus en plus de renseignements et à ouvrir ses sites suspects. Ce processus cristallise la rivalité entre l'Irak et l'ONU.

Les Etats-Unis veulent assurer la sécurité de leurs approvisionnements pétroliers. Ils exercent à ce titre un contrôle sur le Proche-Orient et peuvent peser sur le prix du baril. Ils spéculent à la hausse lorsqu'ils veulent pénaliser leurs concurrents très dépendants, Europe et Japon, et rémunérer les *majors* américaines, ou à la baisse, s'ils veulent provoquer l'écroulement de régimes jugés hostiles. Le contrôle politique sur les pays pétroliers assure au dollar une prééminence mondiale. L'Amérique, persuadée qu'il n'y aura pas de pétrole pour tous dans quarante ans, contrôle l'or noir, dans un réflexe néo-mercantilisme. Le seul adversaire capable de remettre en question la suprématie américaine sur le monde étant la Chine, le pétrole permet également de contrôler cette rivale. En effet, le futur géant chinois a un talon d'achille, le pétrole, que l'Asie Pacifique ne détient pas en quantité suffisante pour assurer la satisfaction de besoins fabuleux. La consommation de pétrole des pays asiatiques est devenue égale à celle des Etats-Unis. Dès 1993, la Chine est importatrice de pétrole. Les pays pétroliers du Proche-Orient exportent 60% de leur production vers la zone Asie. Avant 2020, il est probable que 80% de la production pétrolière ira vers l 'Asie. Conséquence indirecte, le monde arabo-musulman, et peut-être même le monde islamique, pourrait avoir intérêt à se rapprocher de la Chine et à s'éloigner des Etats-Unis. D'où le « remodelage » américain opéré en Irak en 2003, qui s'inscrit dans une volonté de contrôler les secondes réserves mondiales nécessaires à la Chine, et d'empêcher un rapprochement des régimes pétroliers avec Pékin.

Après les attentats du 11 septembre 2001, les Etats-Unis sont intervenus en Afghanistan, considéré comme un vivier d'islamistes, provoquant l'effondrement du régime des *taliban* en 2002 et l'établissement d'un régime « libéral » sous la présidence de Hamid Karzaï.

Ils ont obtenu un partage d'influence avec la Russie dans la région de la mer Caspienne, très riche en hydrocarbures, et ont ruiné les efforts de la Chine qui souhaitait un partage sino-russe de l'Asie Centrale. Les Américains ont un projet d'unifier un gigantesque dispositif pétrolier, qui irait de l'Asie Centrale au golfe arabo-persique. Si l'Amérique fait la guerre au pétrole, c'est autant pour priver ses adversaires de pétrole que pour assurer ses propres approvisionnements. Rappelons enfin que ses intérêts sont doubles, car les Etats-Unis sont premiers consommateurs, mais troisième producteur mondial.

I.3. La *pax americana* est cependant contestée et menacée.

Elle est d'abord mise en cause par l'islamisme radical, qui connaît un développement dans les années 90. Après la Seconde Guerre du Golfe de 1991, Oussama Ben Laden, ressortissant saoudien d'origine yéménite, se pose en ennemi des Américains et de l'Arabie Saoudite. Il s'installe au Soudan où il crée *Al Qaida*, (« la Base »), puis en Afghanistan où il s'associe avec les *Taliban*. La particularité de Ben Laden est de coller parfaitement à la modernité et à la mondialisation, malgré son discours réactionnaire. Multimilliardaire enrichi par le pétrole et le BTP – il fait construire routes et abris souterrains en Afghanistan - il organise la lutte mondiale contre l'ennemi déclaré, les Etats-Unis, non plus dans le cadre

© EduKlub S.A.
Tous droits de l'auteur des œuvres réservés. Sauf autorisation, la reproduction ainsi que toute utilisation des œuvres autre que la consultation individuelle et privée sont interdites.

Extrait gratuit de document, le document original comporte 8 pages.

Histégé
Fiche de connaissances
Le Proche-Orient des années 1990 à nos jours

des Etats, mais à travers des réseaux souples et démultipliés aux ramifications complexes, qui font parfois douter de l'existence même *d'Al Qaida*, tant celle-ci ressemble à un réseau virtuel. *Al Qaida* crée et finance des camps d'entraînement non seulement au Proche-Orient (Afghanistan, Soudan) mais également en Bosnie, au Kosovo, en Tchétchénie, qui recrute des jeunes plutôt éduqués, déracinés de leurs pays et coupés de leurs proches, souvent nés en Europe, qui subissent un véritable endoctrinement islamique. Le moteur de ces jeunes en rupture avec leur milieu est la conviction d'être humiliés par la domination occidentale, qu'ils considèrent comme le mal incarné, le « Grand Satan ». Ces réseaux décentralisés bénéficient de l'expérience militaire acquise en Afghanistan, et de l'utilisation des Nouvelles Technologies de la Communication et de l'Information, qui leur permet de se fédérer tout en gardant une autonomie.

Les attentats contre les tours du *World Trade Center* à New York, qui font 3000 morts, marquent un tournant dans l'attitude américaine. . Les Etats-Unis choisissent la guerre contre le terrorisme et le remodelage du Proche-Orient .
La riposte américaine s'exerce d'abord à l'encontre du régime des *Taliban* en Afghanistan. Instauré en 1994, ce régime obscurantiste a établi la *cha'ria*, ou loi islamique, de manière sommaire et brutale. Les Etats-Unis obtiennent une victoire militaire rapide contre le régime, mais le nouveau pouvoir de Kaboul est toujours incertain en 2005.
Les relations des Etats-Unis avec l'Arabie Saoudite se dégradent, en particulier lorsque l'enquête révèle que des dizaines de Saoudiens ont participé aux attentats. L'Arabie Saoudite est accusée de financer de nombreux mouvements islamistes, notamment les Frères Musulmans créé en 1928 par Hassan Al Banna, (aïeul de Tariq Ramadan).

La *pax americana* est aussi menacée par l'échec américain en Irak dans les années 90 et par la troisième guerre du Golfe :
Les années 90 sont en effet rythmées par les crises provoquées par les refus de l'Irak de coopérer avec l'UNSCOM. Tandis que celle-ci affirme qu'il détient des armes chimiques ou autres matériaux interdits, l'Irak fait obstruction aux investigations. En décembre 1998, le départ des inspecteurs entraîne une opération de bombardements anglo-américains baptisée « Renard du Désert » .
Impuissants à renverser le régime de Saddam Hussein, les EU utilisent l'arme de l'embargo pour forcer l'Irak à obéir aux injonctions de l'ONU. Malgré les avancées du désarmement - sites sous surveillance, destruction de missiles- le régime de l'embargo est maintenu, ce qui contribue à radicaliser le nationalisme irakien et à ruiner l'économie (hyperinflation et chute libre du PIB). Le coût humanitaire est énorme. La malnutrition et la désorganisation du pays tuent environ un million de personnes. En 1995, la résolution 986 « pétrole contre nourriture » autorise l'Irak à vendre du pétrole dont le produit va sur un compte séquestre de l'ONU, contre des médicaments et des produits alimentaires, mais n'entraîne qu'une mince amélioration.

Contrairement à l'administration Clinton qui avait été très présente au Proche-Orient, l'administration G.W. Bush souhaite à son arrivée se désengager des problèmes du Proche-Orient. Toutefois, la famille Bush représente les intérêts pétroliers texans, et

© EduKlub S.A.
Tous droits de l'auteur des œuvres réservés. Sauf autorisation, la reproduction ainsi que toute utilisation des œuvres autre que la consultation individuelle et privée sont interdites.

entretient à ce titre des relations proches avec la monarchie saoudienne. D'autre part, les « néo-conservateurs » poussent à un affrontement avec l'Irak.
Dans ce contexte, la résolution 1441 (8 novembre 2002) permet au processus de désarmement irakien de recommencer, mais l'administration Bush pousse à une « guerre préventive » contre l'Irak, qu'ils accusent d'avoir une capacité de destruction massive et de fomenter des attentats terroristes. Contre l'avis de la France, de l'Allemagne et de la Russie, les Etats-Unis adressent un ultimatum à Saddam Hussein le 17 mars 2003, lui enjoignant de quitter son pays sous peine d'intervention américaine. Les tensions aboutissent à la troisième guerre du Golfe, qui oppose la plus grande armée du monde à une armée irakienne en décomposition. Les Américains occupent le pays, le régime de Saddam Hussein s'effondre, le raïs s'enfuit, puis est fait prisonnier par les Américains.

Les Etats-Unis ont une conception néo-libérale de l'avenir de l'Irak dans le cadre d'une vaste zone de libre échange entre les Etats-Unis et le Proche-Orient. Ils pensent pouvoir démanteler l'appareil d'Etat irakien, affecter ses ressources à des entreprises privées, développer la protection sociale, réduire la corruption, organiser des élections libres. En réalité, le système économique irakien est paralysé depuis des années par l'embargo, victime d'un endettement massif. La vision irénique américaine se heurte aux heurts interethniques (Kurdes) et interconfessionnels (Chiites contre sunnites), et à l'insécurité généralisée (pillages, enlèvements, attentats suicide contre les étrangers et les forces qui coopèrent avec l'occupant, comme les policiers irakiens, récentes menaces d'extermination d'Ahmed Zerkaoui, le leader présumé *d'Al Qaida* en Irak,contre les chiites).

I.4. L'échec d'un Grand Moyen-Orient organisé par les Américains se confirme.

Les Etats-Unis sont dans une situation inextricable en Irak et suscitent la réprobation d'un nombre croissant de pays. L'état fédéral irakien mis en place ne réussit pas à affirmer sa légitimité, la guerre civile entre chiites et sunnites se poursuit. L'Irak est devenu une caisse de résonance des conflits régionaux, littéralement « libanisé » par quatre ans de guerre . Georges Corm parle de « nouvelle guerre froide » pour désigner l'affrontement actuel entre les Etats-Unis et l'allié israélien d'une part, l'Iran et la Syrie de l'autre, conflit alourdi par l'escalade des tensions autour du nucléaire iranien.
Le gouvernement iranien poursuit son entreprise d'enrichissement de l'uranium. Il renie ses engagements du TNP en franchissant la frontière entre nucléaire civil et militaire. Cette politique de grandeur nationale et de provocation bénéficie du soutien d'une population éduquée et développée, lasse des difficultés économiques. Mahmoud Ahmadinejad, traité de «petit dictateur cruel et inculte » lors d'une visite à l'Université de Columbia fin septembre 2007, reste populaire en Iran, ainsi que dans les pays arabes parce qu'il appelle à la « destruction de l'entité sioniste ». Il s'est rapproché de la Russie et de la Chine, qui restent toutefois prudentes concernant la crise. La crise nucléaire compromet l'ouverture et la réforme du pays. La candidature de l'Iran à l'OMC est bloquée, le pays est classé parmi les Etats voyous (rogue states). La montée des tensions est telle que lorsque le ministre des Affaires Etrangères français Bernard Kouchner évoque le terme de « guerre » en parlant des négociations avec l'Iran en septembre 2007, il déclenche une crise internationale, formulant tout haut l'inquiétude générale. Ceci intervient dans un contexte où

© EduKlub S.A.
Tous droits de l'auteur des œuvres réservés. Sauf autorisation, la reproduction ainsi que toute utilisation des œuvres autre que la consultation individuelle et privée sont interdites.

Extrait gratuit de document, le document original comporte 8 pages.

Histégé
Fiche de connaissances
Le Proche-Orient des années 1990 à nos jours

l'Iran exerce face au conservatisme sunnite de Riyad la protection d'un « arc chiite » mondial (Hezbollah, Hamas, chiites d'Irak) de manière très crédible, surtout depuis que sa position s'est renforcée du fait de l'invasion de l'Irak..

L'islamisme confirme son renouveau sur deux plans différents : les islamistes de gouvernement jouent le jeu électoral et réalisent des percées plus ou moins bien acceptées par les régimes en place. En 2005, trois succès électoraux, celui des Frères Musulmans en Egypte, celui du Hezbollah chiite, et l'arrivée au pouvoir en Iran de Mahmoud Ahmaddinejad confirment la popularité des partis religieux au Moyen-Orient. Le Hamas remporte les élections au Conseil législatif de l'Autorité palestinienne le 26 janvier 2006, avec 74 sièges sur 132 contre 45 sièges au Fatah. En Turquie, pays laïque, le Parti de la Justice et du Développement (AKP) est réélu en 2007. Ces partis, ainsi que la théocratie iranienne, entendent incarner une démocratie islamique, alliance inédite avec la modernité et alternative à l'Occident.
D'autre part, le néo-fondamentalisme musulman confirme sa pugnacité. Le Pakistan, allié des Etats-Unis, est une véritable **«** bombe islamique ». Depuis l'invasion soviétique de l'Afghanistan, le pays constituait un verrou contre l'URSS, largement financé par les Etats-Unis pour soutenir les Moujahidin du peuple. Les Etats-Unis ont longtemps été complaisants avec l'islamisme radical, mais la situation se retourne contre eux. Le général Pervez Moucharraf est confronté à un islamisme radical, né dans les madrasas financées par l'Arabie Saoudite, qui s'est traduit par l'assaut de la Mosquée Rouge en juillet 2007 et menace de déstabiliser toute la région. Le Pakistan est devenu un sanctuaire pour des réseaux talibans qui y sont solidement implantés. Les Etats-Unis sont aussi en difficulté en Afghanistan, car les Taliban y regagnent une influence et des positions. Oussama Ben Laden, toujours en vie, interpelle dans une vidéo les Etats-Unis (8 septembre 2007) en soulignant que 19 martyrs ont suffi à déboussoler l'Amérique le 11 septembre 2001, rappel qui résonne de manière menaçante en Occident .

II. Le processus de paix israélo-palestinien est la condition de la stabilité du Proche-Orient.

II.1. Des avancées importantes se produisent dans les années 1990.

La guerre d'Irak de 1991 relance la question des territoires occupés par Israël et du processus de paix israélo-palestinien. De nombreuses voix au Proche-Orient et en Occident réclament le *linkage*, c'est à dire la reconnaissance par les Etats-Unis d'un lien entre la question palestinienne et les autres problèmes du Proche-Orient, la question irakienne en particulier. Les Etats-Unis sont désormais la seule puissance capable de contraindre au dialogue Israël et les Palestiniens. Le 30 octobre 1991, s'ouvre à Madrid une *Conférence sur la paix au Moyen-Orient* qui réunit l'ensemble des acteurs régionaux autour de James Baker, secrétaire d'Etat de Georges Bush père. Cette conférence comprend des pourparlers entre Israël et ses voisins (Jordanie, Syrie, Liban, délégation palestinienne), et des commissions de travail sur l'eau, l'environnement, la coopération économique et le

© EduKlub S.A.
Tous droits de l'auteur des œuvres réservés. Sauf autorisation, la reproduction ainsi que toute utilisation des œuvres autre que la consultation individuelle et privée sont interdites.